

Des affaires dangereuses pour le climat

Les émissions de CO₂ financées par UBS et Credit Suisse entre 2016 et 2019



Introduction

Le secteur de la finance suisse a une influence considérable sur la vitesse à laquelle le changement climatique avance. Il accorde des financements et investit dans des entreprises sur toute la planète. Ce faisant, il mobilise des milliards de Francs suisses (CHF). **Ce sont surtout les grandes banques comme UBS et Credit Suisse qui en sont principalement responsables, car c'est avec les crédits d'aujourd'hui qu'elles déterminent l'économie de demain.** Si l'on en croit les brochures qu'elles publient, elles assument cette responsabilité depuis longtemps, mais tout ce qui brille n'est malheureusement pas de l'or !

Alors qu'il y aurait de bonnes raisons de mettre la durabilité au centre de chaque décision d'investissement et de financement. Les banques devraient ainsi avoir elles-mêmes un certain intérêt à détourner le changement climatique, car si nous atteignons vraiment l'augmentation de 4°C à 6°C qui correspond au volume actuel des investissements des acteurs de la place financière suisse dans les énergies fossiles, notre planète sera largement moins habitable.

En plus de l'augmentation du niveau de la mer à long terme, les risques liés aux événements météorologiques extrêmes vont aussi fortement augmenter. Les sécheresses, les pluies diluviennes et les tempêtes ont un énorme potentiel de destruction. Elles perturberont aussi les chaînes de création de valeur et provoqueront donc aussi nettement plus souvent des pertes économiques qui touchent durement les banques. Ce sont des **risques matériels** pour la place financière suisse.

A plus court terme, ce sont toutefois les risques transformationnels qui pourraient avoir un effet négatif sur les banques qui continuent de financer des mo-

dèles d'affaires complètement dépassés. Une baisse de la demande en pétrole du fait d'une rapide diffusion de nouveaux modes de propulsion, la fermeture de centrales au charbon du fait d'énergies renouvelables de moins en moins chères ou l'introduction d'un prix du CO₂ compatible avec une augmentation du niveau général des températures de <1.5°C sont quelques exemples des risques qui menacent certains secteurs économiques et les banques qui les financent.

C'est la raison pour laquelle certaines banques définissent pour l'investissement de leurs fonds des critères d'investissement qui excluent les entreprises de secteurs problématiques. D'autres n'accordent pas de crédits à des entreprises qui génèrent une part significative de leur chiffre d'affaires dans ce secteur. Le niveau d'ambition de ces directives d'investissement et de financement fluctue fortement d'une banque à l'autre.

Il semble toutefois que les grandes banques Credit Suisse et UBS craignent surtout les **risques pour leur réputation** qui résulteraient du financement de secteurs problématiques.

L'année dernière, nous avons déjà montré dans une étude l'ampleur de l'engagement de ces deux banques dans les combustibles fossiles. On voit toutefois que les capitaux mis à disposition de 47 entreprises ont financé des émissions de gaz à effet de serre (GES) deux fois plus élevées que toutes les émissions de la population et de l'économie à l'intérieur des frontières suisses. A ce moment-là, nous avons déjà attiré l'attention sur le fait qu'il ne s'agit que de la pointe de l'iceberg. **En réalité, le problème est bien plus grave.**

“If we don't change course by 2020, we risk missing the point where we can avoid runaway climate change, with disastrous consequences for people and all the natural systems that sustain us.”

Antonio Guterres – Secrétaire général de l'ONU 2019

Page de titre: La place la plus sale de Suisse - sièges principaux de Credit Suisse et UBS à Zurich

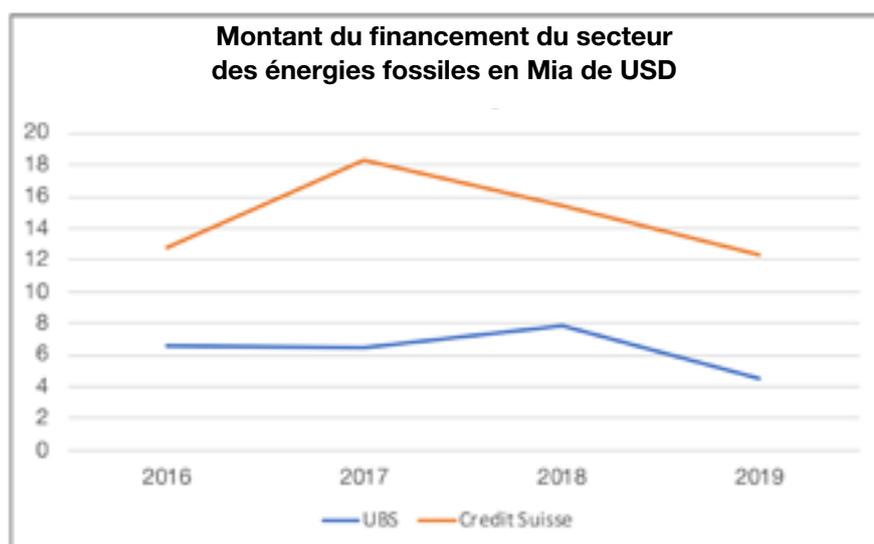
En haut à droite: inondations au Texas après le passage de la tempête Harvey.

En bas à droite: la rivière Don, dans la région du South Yorkshire, en Angleterre, est sorti de son lit après de fortes précipitations.



Analyse des émissions financées entre 2016 et 2019

Le financement d'entreprises actives dans le domaine des combustibles fossiles est bien plus important que ce que nous avons révélé dans notre dernière étude.



Nous y avons identifié pour la période 2015–17 des financements d'environ USD 12.3 milliards accordés par les deux banques à 47 entreprises actives dans les combustibles fossiles. Les données actuelles du rapport Banking on Climate Change (BoCC)¹ montrent toutefois qu'à elle seule et en 2016, Credit Suisse était déjà impliquée pour USD 23.6 mia dans des affaires liées aux combustibles fossiles. **Dans les années 2016–2019, les derniers chiffres disponibles montrent que les deux banques ont accompagné des entreprises problématiques dans des transactions portant sur environ USD 114 mia. Durant cette période, plus de 260 groupes² qui représentent une partie significative de ce secteur « sale » en ont profité.**

Si nous tenons compte du fait que certains de ces groupes sont mixtes et que seule une partie du financement est attribué aux énergies fossiles, il reste tout

de même un volume de transactions d'USD 84.1 milliards. L'analyse des transactions montre qu'elles ne se répartissent pas équitablement entre les deux banques. **Credit Suisse est ainsi responsable d'une part beaucoup plus grande, représentant 70% des investissements, alors qu'elle est la plus petite des deux banques.**

Il faut toutefois tenir compte du fait que ce volume de transactions compilé dans l'étude BoCC ne constitue toujours que la pointe de l'iceberg. Nous ne prenons pas compte, d'une part, de nombreux financements de petites et moyennes entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles que les données dont nous disposons n'incluent pas. D'autre part, l'étude BoCC considère des transactions de plus de USD 31.2 mia comme des investissements dont nous ne tenons de ce fait pas compte, alors qu'ils sont tout sauf inoffensifs.

¹ https://www.ran.org/wp-content/uploads/2020/03/Banking_on_Climate_Change_2020_vF.pdf

² Les entreprises ayant le même nom que le groupe dont elles font partie sont mentionnées avec le nom de la maison mère.

Les bassins de résidus utilisés dans le cadre de l'extraction de sables bitumineux au Canada sont la cause de pollutions massives de la nature et des réserves d'eau douce.



Les Financements

Notre analyse se base sur l'hypothèse qu'un institut financier met un capital à la disposition d'une entreprise pour que celle-ci puisse couvrir des coûts en relation avec ses activités commerciales. **En principe, les entreprises peuvent obtenir des capitaux de trois façons** : elles peuvent vendre des marchandises et utiliser le chiffre d'affaires pour couvrir leurs frais. Elles peuvent aussi demander des financements sur les marchés financiers – des crédits comme des emprunts – ou constituer des fonds propres, p. ex. en émettant des actions. On peut se demander qui est responsable des atteintes à l'environnement commises par l'entreprise – est-ce le propriétaire de l'entreprise ou la banque qui fournit du capital au propriétaire pour lui permettre d'exercer des activités nuisibles pour l'environnement ?

Les banques considèrent de préférence que c'est le propriétaire qui est responsable, mais nous pensons que ce n'est pas si simple. Toute entité qui finance les combustibles fossiles est très clairement coresponsable, car la tonne de charbon serait restée dans le sol si l'entreprise n'avait pas pu financer les coûts de production et les opérations de fracturation n'auraient pas été effectuées s'il n'y avait pas eu de banque pour en assurer le financement. **C'est exactement pour cette raison que nous calculons dans ce rapport les quantités de combustibles fossiles**

qui peuvent être extraites grâce à un financement externe, car nous pensons que ce sont les banques qui en sont responsables.

La quantité d'émissions liée à un crédit dépend directement du type de combustible fossile financé et des coûts d'extraction. Nous attribuons des crédits d'entreprise en fonction de la proportion du chiffre d'affaires qu'une entreprise réalise avec ce combustible. Nous avons fait déterminer les coûts d'extraction pour le charbon, le pétrole et le gaz à l'aide d'une analyse de la chaîne de création de valeur.³ Nous avons tenu compte dans notre analyse à la fois des dépenses d'investissement (CAPEX) pour la recherche de sources et d'installation de sites de production, ainsi que des coûts d'exploitation des installations (OPEX) et des coûts de transport. Plus les coûts d'extraction d'une unité de combustible sont élevés, moins les émissions liées à un financement sont élevées, car le capital engagé permet d'extraire moins de combustible. **Nous avons de ce fait procédé à un calcul très conservateur des coûts d'extraction.** Les coûts d'extraction effectifs devraient être plus bas et donc les émissions financées par les banques être en réalité bien plus élevées que les valeurs que nous avons obtenues. Mais notre façon de calculer conservatrice montre tout de même clairement la gravité du problème.

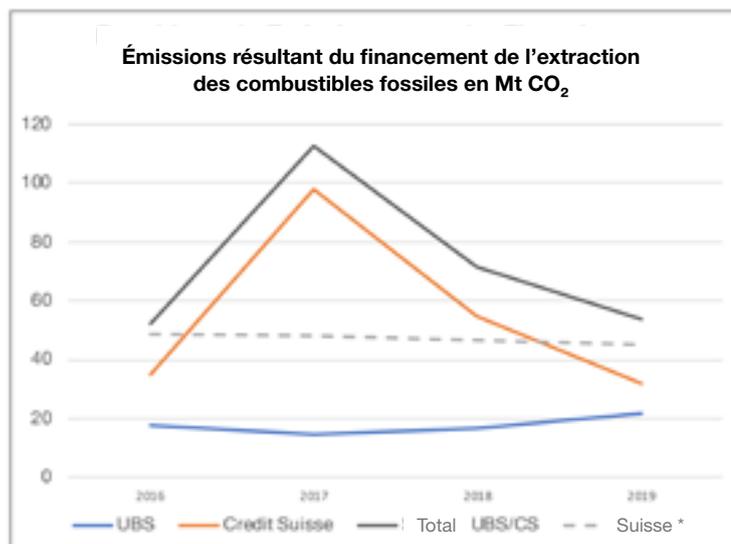
³ Une description détaillée de la méthodologie se trouve dans l'annexe.

Les émissions liées aux transactions analysées dépassent plusieurs fois celles de la Suisse.

Cette année comme l'année passée, nous ne disposons que d'une partie des informations nécessaires à nos calculs sur les entreprises financées. **Notre analyse porte sur les émissions financées de 101 entreprises (47 entreprises l'année passée).**

Ces 101 entreprises disposent de réserves de charbon de 41 milliards de tonnes. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production annuelle totale est d'environ 8 gigatonnes.⁴ Les réserves de ces 101 entreprises suffisent donc pour 5.2 ans. Avec une consommation quotidienne (avant le Covid-19) de 100 millions de barils (1 baril = 159 litres), les réserves de pétroles totalisant 301.9 milliards de barils suffiraient par contre à couvrir la consommation planétaire de pétrole pendant 8 ans. Ces chiffres montrent que notre analyse permet de couvrir les poids lourds du secteur.

En tenant compte de la part du chiffre d'affaires du secteur des combustibles fossiles, nous pouvons analyser plus précisément un volume de transactions de près d'USD 70 milliards pour la période 2016 au 2019. Credit Suisse est également responsable de 70% des financements externes de ces 101 entreprises. Si tous les combustibles fossiles extraits avec des financements des 2 banques avaient été brûlés, ces banques seraient coresponsables de 290.1 mio de tonnes d'équivalent CO₂ (eqCO₂) émis dans l'atmosphère. Cela correspond environ à 1.54 fois les émissions annuelles de toute la population et



*Estimation des émissions de la Suisse en 2019

de toutes les industries suisses. En 2017, les investissements de Credit Suisse représentaient à eux seuls le double du total du CO₂ émis à l'intérieur des frontières du pays.

Dans le graphique, on voit que les émissions financées par les 2 banques dépassent l'empreinte CO₂ de la Suisse durant chacune des 4 dernières années.

Ce calcul ne tient pas compte du fait qu'entre 2016 et 2019, les 2 banques ont en plus fourni des financements significatifs à des entreprises actives dans **la production d'électricité à partir de charbon**. Un volume de transactions de USD 7.9 mia a pu être attribué à ce secteur. Une fois complètement dépensés, ces moyens couvrent les coûts de la combustion de 40 mio de tonnes de charbon.

⁴ Voir <https://www.iea.org/reports/coal-information-2019>

Les agissements des 2 banques sont en contradiction avec les efforts qu'elles disent réaliser pour limiter le changement climatique.

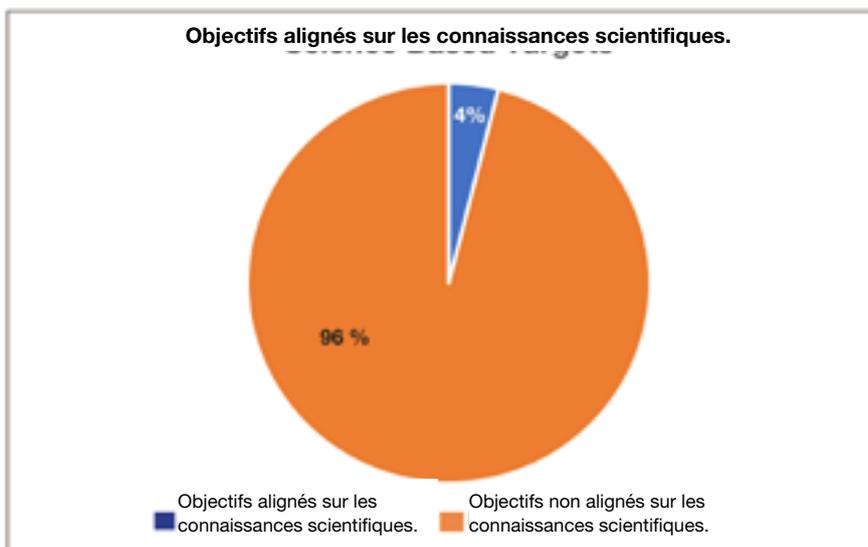
Même si le volume annuel de transactions a baissé depuis l'énorme pic des années 2017-2019, nous avons pu constater après avoir évalué les données que les **directives des 2 banques sur les financements externes n'atteignent pas leur but.**

Ce n'est pas très étonnant, car il est parfaitement inconséquent de ne pas financer un projet de construction d'une centrale au charbon, mais d'accorder à la même entreprise une ligne de crédit indépendante de tout projet.

D'un autre côté, il est parfaitement opportun pour les banques de rédiger des directives de financement limitées dans leurs effets, mais qui donnent au public l'impression d'être positives tout en laissant une échappatoire pour continuer à profiter des besoins de financement de la branche.

A ce sujet, les banques argumentent souvent que les entreprises ne doivent pas être coupées du marché des capitaux, mais qu'il faut accompagner par étapes leur engagement vers plus de durabilité. UBS et Credit Suisse continuent ainsi à fournir des capitaux à certains des pires pollueurs, alors qu'aucune de ces entreprises n'a reconnu jusqu'ici qu'elle porte une responsabilité particulière à la limitation du chan-

Objectifs alignés sur les connaissances scientifiques.



gement climatique. **Parmi les entreprises que nous avons analysées, moins d'une sur vingt a ainsi déterminé un objectif de protection du climat scientifiquement fondé.**⁵

Des évaluations de Influencemap⁶ montrent par contre qu'une grande partie des entreprises analysées en détail sont actives dans le lobbying des climatosceptiques. **Les banques financent donc des entreprises qui s'opposent activement à la résolution de la crise climatique dans des lobbys dont le but est de supprimer ou assouplir les lois de protection du climat existantes.**

⁵ Un objectif scientifiquement fondé est un objectif de protection du climat <2°C comprenant un plan de transformation de l'entreprise établi sur la base de connaissances scientifiques sur le climat et une méthodologie compréhensible. (Voir à ce sujet : <https://sciencebasedtargets.org/>)

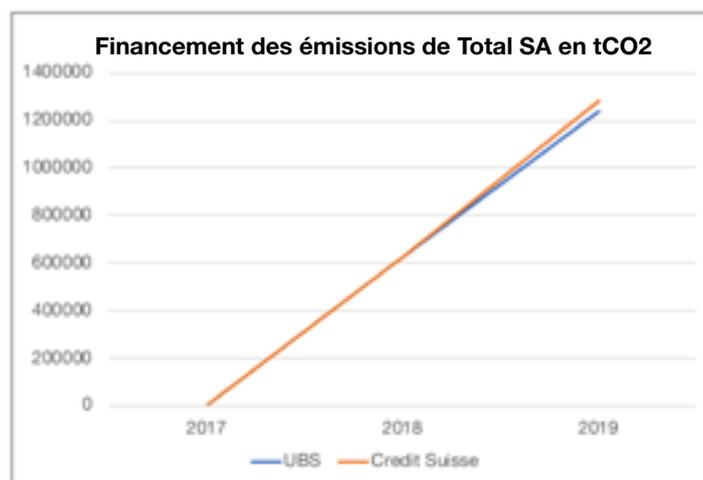
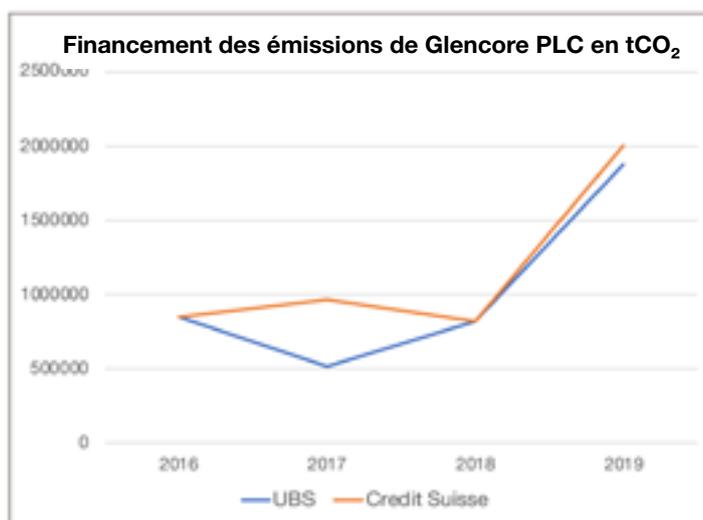
⁶ Influencemap est une entreprise sans but lucratif spécialisée dans l'analyse des activités de lobbying (voir influencemap.org)

Certaines entreprises accélèrent leurs activités nocives pour l'environnement avec le soutien de Credit Suisse et UBS.

L'état des réserves de combustibles des entreprises financées montre que certains de ces groupes les ont même encore agrandies depuis notre dernière analyse. L'état des réserves de charbon est un indice pour le manque de compréhension qui prédomine encore dans les entreprises. **Si les réserves de charbon connues couvrent déjà les besoins des 130 prochaines années⁷ et que la rapide sortie du charbon constitue une condition indispensable pour une large limitation du changement climatique, alors les banques qui ont un intérêt sérieux à protéger la planète ne peuvent pas mettre de capital à disposition d'entreprises qui continuent d'agrandir leurs réserves de charbon.**

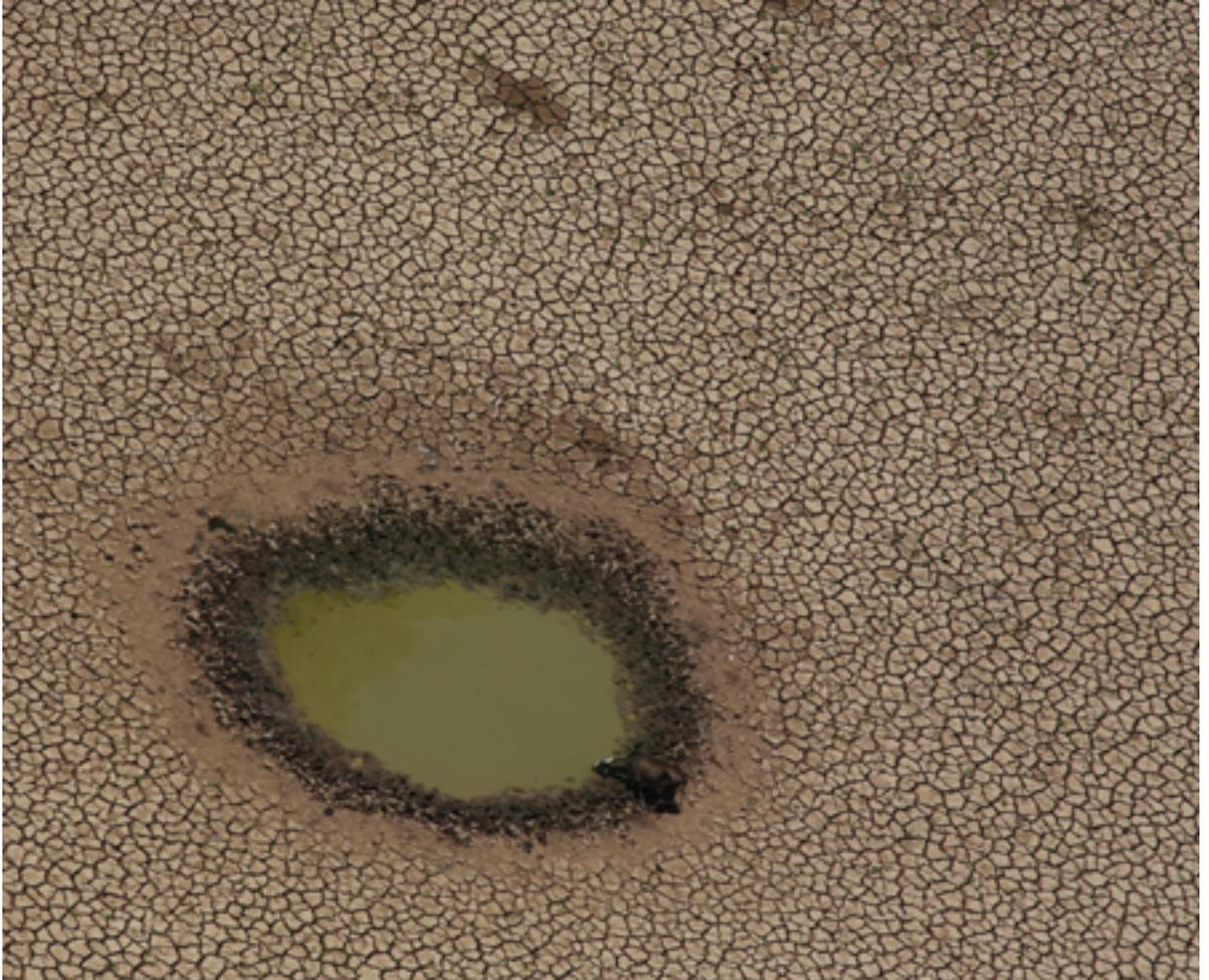
C'est pourtant exactement ce qui s'est passé avec **Glencore Plc**. Cette entreprise est toutefois un groupe mixte qui ne génère que 5% (USD 10 mia) de son chiffre d'affaires dans le secteur du charbon, mais elle fait partie des principaux producteurs et exportateurs de charbon de la planète et ses réserves de charbon la classent à la 10^e place. La combustion de ces réserves émettrait près de 11 gigatonnes d'eqCO₂. C'est l'équivalent des émissions de l'Allemagne – la 4^e économie de la planète – pendant presque 13.5 ans. Depuis 2018, l'entreprise continue d'agrandir ses réserves de charbon et signale ainsi clairement qu'elle ne reconnaît pas la nécessité de renoncer au charbon. L'année dernière, UBS et Credit Suisse ont pourtant effectué des transactions avec cette entreprise qui ont clairement dépassé l'ampleur des années précédentes.

Total SA fournit un autre exemple de financement problématique. Cette entreprise fait partie des principaux producteurs de pétrole et de gaz, elle est même à la 1^{ère} place en ce qui concerne les réserves de pétrole et de gaz mises en valeur depuis la conclusion de l'Accord de Paris. Selon le rapport BoCC et compte tenu de la production actuelle, Total est éga-



lement le 8^e producteur de pétrole issu de sables bitumineux et prévoit de mettre en valeur d'autres réserves significatives en la matière. Malgré les projets d'expansion dans ce domaine particulièrement sale de l'industrie pétrolière, responsable entre autres de la destruction massive de la faune et de la flore canadienne, UBS et Credit Suisse ont mis à disposition ces 2 dernières années des financements de plus d'USD 600 mio – tendance en augmentation.

7 Gemäss IEA Coal Report 2019



Le Lago Grande do Curuai, au Brésil, lors d'une des pires période de sécheresse qu'a connu l'Amazonie.

Exploitation des ressources de lignite, aussi appelée houille brune, en Allemagne.





De gigantesques incendies détruisent la forêt tropicale amazonienne.

En plus des dégâts environnementaux et climatiques, le financement de ces entreprises comporte des risques économiques massifs pour les banques, car cela menace la fortune des actionnaires.

Le financement d'entreprises actives dans les combustibles fossiles est particulièrement problématique lorsque les acteurs n'ont pas de volonté ni d'option de transition rapide vers un modèle d'affaires plus durable. Dans ce cas, le risque est élevé d'être progressivement évincé du marché par des technologies plus favorables au climat et que ce modèle d'affaires soit érodé par l'instauration de réglementations plus favorables au climat.

Les marchés pétroliers ont déjà montré en 2016 et en avril 2020 ce qui arrive en cas d'offre excédentaire en pétrole. Les risques susmentionnés ne provoqueront sans doute pas un choc aussi massif que celui qui a eu lieu au printemps 2020, mais les prix des combustibles vont se maintenir à un bas niveau en cas de scénario de transformation aussi ambitieux ; cela touche surtout les entreprises qui s'engagent

dans des projets de production pétrolière particulièrement chers et sales comme les sables bitumineux, les forages en eaux profondes ou dans l'Arctique. De nombreuses entreprises du secteur du charbon risquent des pertes massives et certainement aussi l'insolvabilité, si des installations ne peuvent pas être exploitées pendant des décennies comme prévu.

Même Glencore qui est un groupe mixte fortement diversifié a récemment enregistré des pertes suite à des amortissements de près d'USD mia pour des installations liées au charbon.⁸ Le cours de l'action a nettement fléchi après cette annonce. A court ou moyen terme, de telles pertes auront aussi de l'effet sur les banques qui financent des entreprises dans des branches problématiques.

8 Voir Glencore Jahresbericht 2019, p. 49



En Australie, la crise climatique intensifie les épisodes de feux de végétation.

Pour résumer, il faut retenir que ces dernières années, Credit Suisse et UBS ont fait dans le domaine des combustibles fossiles des affaires bien plus importantes que ce que montrait notre précédente analyse.

Des entreprises hautement problématiques continuent d'être financées malgré les directives existantes en matière de projets de financement des combustibles fossiles.

Il ne suffit pas de refuser de financer un projet p. ex. de centrale au charbon, il ne faut pas non plus proposer à la même entreprise des financements non spécifiques.

Il ne suffit pas de mentionner des engagements qui consistent en une transformation progressive si les entreprises en question ont un modèle d'affaires qui ne se laisse pas transformer ou qu'elles participent à un lobbying climatosceptique. Dans ces cas, seul un arrêt durable des relations d'affaires va dans le sens des intérêts de la protection du climat définie par le droit international et des actionnaires.

Il faut des règles claires en ce qui concerne l'engagement des banques pour toutes les entreprises qui ont une volonté de transformation et dont le modèle d'affaires est transformable.



Lac de barrage en Alberta, Canada. L'exploitation des sables bitumineux produits une grande quantité de déchets toxiques liquides qui polluent les réserves d'eau douce.

Normes d'engagement pour le climat Le marché de l'engagement

- ▶ L'entreprise doit établir une transparence publique sur les effets réels de sa production et de ses produits sur le climat.
- ▶ L'entreprise doit s'engager à une transformation compatible avec l'objectif <math><1.5^{\circ}\text{C}</math>.
- ▶ L'entreprise doit élaborer un itinéraire de transformation scientifiquement fondé et le faire examiner par des tiers.
- ▶ L'entreprise doit régulièrement mentionner si elle respecte les exigences de cet itinéraire de transformation compatible avec l'objectif <math><1.5^{\circ}\text{C}</math>.

Les acteurs des marchés financiers attirent l'attention sur le fait que la disruption, le changement immédiat et complet d'un secteur à fortes émissions, n'est pas réaliste. Au lieu de cela, il est nécessaire de mettre en place une transformation progressive de ce secteur et un engagement des banques à l'égard des entreprises en question afin de créer la compréhension nécessaire à leur soutien avec du capital lors de leur transformation.

La position est confortable, car il est clair pour tout le monde que l'engagement nécessite du temps, que les succès ne seront visibles qu'après des années et qu'ils ne seront que difficilement quantifiables. Les contenus des engagements sont toutefois souvent nébuleux. Les entretiens entre la banque et l'entreprise à financer ne sont dans le meilleur des cas retenus que sous la forme de mots-clés et font régulièrement l'objet d'accords de confidentialité – et ne sont donc pas vérifiables par des tiers.

Annexe – calcul des émissions financées

Le calcul des émissions financées est complexe et les différentes approches méthodologiques sont toujours controversées. A une époque où plusieurs centaines d'entreprises participent à la construction d'une voiture, il est difficile d'attribuer à un seul acteur une part équitable (fair share) aux émissions que le produit génère durant sa production et surtout lors de son utilisation – surtout qu'il s'agit ici de la convergence de deux chaînes de création de valeur, celle de l'automobile et celle du carburant.

En ce qui concerne les combustibles fossiles, nous avons de ce fait opté pour une logique cohérente qui tient d'une part compte du fait que différentes entreprises participent à l'extraction, au transport et à la valorisation des combustibles fossiles, et d'autre part du fait que ces entreprises jouent un rôle très particulier dans la limitation du changement climatique.

Nous calculons l'intensité en émissions d'un dollar mis à disposition par des banques et utilisé pour extraire des combustibles fossiles selon une logique de chaîne de création de valeur. De cette façon, toutes les entreprises qui participent aux processus des secteurs du pétrole, du gaz et du charbon en fonction d'une approche d'attribution d'une part équitable (fair share), participent aussi aux émissions qui ont lieu lors de la combustion. La clé de répartition se base sur la part de l'entreprise aux coûts totaux de la chaîne de création de valeur.

La chaîne de création de valeur dont nous avons tenu compte va de l'exploration à un éventuel raffinage en passant par l'extraction et le transport. Nous tenons compte des dépenses d'investissement (CAPEX) et des coûts d'exploitation (OPEX). Nous ne tenons pas compte des secteurs industriels dans lesquels les combustibles sont ensuite brûlés, car les émissions directement ou indirectement liées à la combustion peuvent être attribuées aux secteurs du pétrole, du gaz ou du charbon.

L'avantage de l'approche fair share réside dans le fait de réduire au minimum le risque d'un double comptage des émissions dans la chaîne de création

de valeur considérée. Nous voulons ainsi éviter que des émissions soient d'abord attribuées entièrement à l'extracteur, ensuite au transporteur et enfin au raffineur. Cela correspond à l'approche conservatrice que nous suivons en calculant les émissions financées.

Pour le secteur pétrolier, nous avons expliqué comme suit les étapes de la chaîne de création de valeur ainsi que les hypothèses liées à nos calculs :

La chaîne de création de valeur du pétrole peut être subdivisée en processus upstream, midstream et downstream. Alors que les processus upstream comportent surtout la recherche de pétrole et son extraction, le processus midstream couvre son transport. Le processus downstream comprend le raffinage du pétrole brut. D'après nos calculs, des coûts de USD 67.85/BOE⁹ sont générés le long de la chaîne de création de valeur dans le domaine du pétrole. Si l'on divise les émissions issues de la combustion d'un BOE (0.45 t eqCO₂) par tous les coûts de la chaîne de création de valeur du pétrole, on obtient une intensité en émission de 0.0066 t eqCO₂/USD. Si donc une banque accorde un crédit de USD 67.85 à une entreprise faisant partie de la chaîne de création de valeur du pétrole, elle finance l'extraction d'un baril de pétrole et elle est responsable de l'émission de 450 kg eqCO₂ générés lors de la combustion.

L'estimation des coûts de la chaîne de création de valeur du pétrole se base sur les hypothèses suivantes. Une étude de Rystad Energy¹⁰ a servi de base pour déterminer le seuil de rentabilité (break even) du pétrole tenant compte des volumes produits, des dépenses d'investissements et des coûts d'exploitation. Soit le prix du pétrole qui couvre tout juste les coûts générés. Il est de USD 37.72/BOE.

Les coûts du transport par oléoduc se montent à USD 6.25/BOE en se basant sur une étude du Canadian Energy Research Institute. Nous considérons que ces chiffres sont globalement appropriés, même si les coûts peuvent varier fortement en fonction de la localisation des champs pétroliers.

⁹ BOE (Barrel of oil equivalent) est une unité utilisée par les entreprises actives dans le gaz et le pétrole pour décrire les quantités extraites. 1 BOE correspond à 159 l de pétrole brut.

¹⁰ L'entreprise gère une des plus grandes bases de données sur la production de pétrole et fournit des informations sur tous les champs pétroliers de la planète.

Le calcul des coûts de raffinage se base sur une étude de l'US Energy Information Administration.¹¹ A partir des produits de raffinage d'un BOE, nous avons déterminé les coûts de raffinage des différents produits de raffinerie en fonction de leur proportion. L'addition des coûts de raffinage de différents produits a donné des coûts de raffinerie d'un montant de USD 23.88/BOE qui peuvent naturellement varier individuellement en fonction de la localisation et de la taille de la raffinerie. L'addition des étapes des 3 chaînes de création de valeur donne un total de USD 67.85/BOE.

Une façon de faire comparable a été utilisée pour calculer la chaîne de création de valeur du gaz et du charbon.

En ce qui concerne le gaz, nous avons tenu compte des étapes du processus pour du gaz naturel (CNG) et du propane liquide (LNG) en fonction de leur part de marché planétaire. Cela donne des coûts se montant à USD 6.19/MMBTU¹² et une intensité d'émissions de 0.00958 t eqCO₂/USD.

Un coût moyen d'USD 56.42/t a pu être déterminé pour la production de gaz. L'intensité en émission se trouve donc à 0.04018 t eqCO₂/USD. Nous avons aussi déterminé les coûts de la production d'électricité à partir de charbon, car les 2 banques s'y sont aussi massivement engagées. Ils ont d'USD 196.55/t. L'intensité en émission se trouve donc à 0.01153 t eqCO₂/USD.

11 <https://www.eia.gov/energyexplained/oil-and-petroleum-products/refining-crude-oil.php>

12 12 MMBTU (Million British thermal units) est une unité qui décrit les quantités de gaz extraites et correspond à 26.4 m³ de gaz.

Copyright

Page de titre : montage photo réalisé par Oliver Gemperle ; p.3 : Greenpeace/Gideon Mendel ; p. 5 : Greenpeace/Ian Willms ; p. 9 haut : Greenpeace/Daniel Beltrá ; p. 9 bas : Greenpeace/Bernd Lauter ; p. 10 : Greenpeace/Fábio Nascimento ; p. 11 : Greenpeace/Kiran Ridley ; p. 12 : Greenpeace/Ian Willms

Impressum

Des affaires dangereuses pour le climat –

Les émissions de CO₂ financées par UBS et Credit Suisse entre 2016 et 2019

Publié par Greenpeace Suisse, 27. mai 2020

suisse@greenpeace.org, www.greenpeace.ch/fr

Graphisme: Manù Hophan

Traduction: Clément Tulusso

Analyse réalisée par Nextra Consulting sur mandat de Greenpeace Suisse

Nextra Consulting

Dr. Martin Granzow

Lutterothstr. 91

20255 Hamburg

info@nextra-consulting.com, www.nextra-consulting.com